



LES FAITS MARQUANTS DE L'IPBES 1

VENDREDI 25 JANVIER 2013

Vendredi, l'IPBES 1 s'est réunie le matin en séance plénière pour examiner l'élection du Bureau, les arrangements institutionnels et les arrangements financiers et budgétaires. La plénière a également élu les 25 membres du Groupe d'experts multidisciplinaire (GEM). L'après-midi et tard dans la soirée, la plénière a poursuivi ses délibérations pour l'élection du président de l'IPBES, mais aucun accord n'a été trouvé.

Les groupes de contact chargés du règlement intérieur et du programme de travail initial se sont réunis l'après-midi et le soir, le second groupe achevant ses travaux. Le groupe informel à composition non limitée chargé du budget initial de l'IPBES et le groupe des Amis du Président chargé des arrangements institutionnels se sont également réunis au cours de la journée.

QUESTIONS D'ORGANISATION

La FRANCE a mis en exergue le caractère historique de la journée, puisque qu'à cette même date en 2005, le président français de l'époque, Jacques Chirac, a demandé la création d'un réseau intergouvernemental de spécialistes en biodiversité à la conférence internationale "Biodiversité, science et gouvernance" qui s'est tenue à Paris, en France.

ELECTION DU BUREAU DE LA PLÉNIÈRE: La plénière a élu les deux membres suppléants du Bureau pour le Groupe des États d'Europe occidentale et autres États: Idunn Eidheim (Norvège) and Gilles Bœuf (France).

Concernant l'élection du président de l'IPBES, le président de la session Alfred Apau Oteng-Yeboah (Ghana) a présenté le résultat des consultations du Bureau avec les membres et les groupes régionaux, et a proposé un système de roulement pour les deux candidats désignés, Zakri Abdul Hamid (Malaisie) assurant la présidence en premier, et Robert Watson (Royaume-Uni) prenant le relais pour la seconde moitié du mandat du Bureau.

Le Libéria, au nom du GROUPE AFRICAÏN, et le Mexique, au nom du GRULAC, ont fait part de leur insatisfaction quant au système de roulement. L'Azerbaïdjan, au nom de l'EUROPE DE L'EST, et le Danemark, au nom du GROUPE DES ÉTATS D'EUROPE OCCIDENTALE ET AUTRES ÉTATS, ont appuyé la proposition. Le Népal, au nom de l'ASIE-PACIFIQUE, a demandé un délai supplémentaire pour examiner la proposition. Le président Oteng-Yeboah a exprimé l'espoir que la réunion parvienne à un consensus afin d'éviter un vote, et a rappelé à la plénière qu'un président devrait être élu avant la fin de la journée.

La plénière a réexaminé la question l'après-midi, mais aucun progrès n'a été accompli. Le Mexique, au nom du GRULAC, a demandé un délai supplémentaire. Le président Oteng-Yeboah a annoncé que ce point de l'ordre du jour serait à nouveau examiné par la plénière dans la soirée, laissant du temps pour des consultations entre les représentants des régions des Nations Unies.

Lors de la session du soir, le Mexique, au nom du GRULAC, a annoncé que le groupe continuait à préférer un unique président de l'IPBES pour la durée entière du mandat. Prenant note de cette position, le président Oteng-Yeboah a conclu qu'il n'y avait pas de consensus sur les possibilités étudiées plus tôt, à savoir deux coprésidents ou un système de roulement. Le Mexique, au nom du GRULAC, soutenu par la CHINE, a proposé une série de consultations supplémentaire au sein des groupes régionaux dans une ultime tentative d'éviter un vote. Le président Oteng-Yeboah a invité Hesiquio Benítez Díaz (Mexique) à faciliter les travaux du groupe. Deux heures plus tard, Díaz a informé la plénière que le groupe avait accompli des progrès, mais qu'il avait besoin d'un délai supplémentaire. Le président Oteng-Yeboah a invité le groupe à poursuivre ses travaux et à lui faire rapport avant la fin de la journée, et il a clos la plénière.

ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Le matin, Luthando Dziba (Afrique du Sud), président du groupe des Amis du Président chargé des arrangements institutionnels, a annoncé à la plénière que le groupe avait décidé de fusionner le projet de décision sur le secrétariat de l'IPBES (IPBES/1/CRP.4) et le projet de conclusion sur les liens entre l'IPBES et le système des Nations Unies (IPBES/1/CRP.5), aboutissant à un projet de décision sur "les arrangements administratifs et institutionnels". Il a déclaré que le document contient désormais trois sections distinctes: sur les arrangements administratifs, les fonds d'affectation spéciale et les arrangements institutionnels.

L'après midi, Dziba a présenté une mise à jour à la plénière, déclarant que le groupe examinerait la question de la structure du secrétariat en consultation avec le groupe informel à composition non limitée chargé du budget. A la plénière du soir, Dziba a annoncé que le groupe avait accompli des progrès au cours de la journée et qu'il avait proposé que la plénière approuve que le PNUE administre les fonds de l'IPBES jusqu'à ce qu'un choix définitif entre le PNUE et le PNUD soit arrêté concernant l'administration du fonds d'affectation spéciale.

Le président Oteng-Yeboah a annoncé que le Bureau informerait la plénière samedi de la manière de progresser sur ces questions, et il a remercié le groupe pour ses travaux.

ARRANGEMENTS FINANCIERS ET BUDGÉTAIRES

BUDGET INITIAL DE LA PLATE-FORME: Le matin, Spencer Thomas (Grenade), président du groupe informel à composition non limitée chargé du budget initial de l'IPBES, a informé la plénière que le groupe avait examiné les contributions, les réunions de 2013 et les effectifs, concluant que des informations supplémentaires étaient nécessaires et que les annonces de contributions pour 2013 étaient bienvenues.

La CHINE, la FRANCE, la RÉPUBLIQUE DE CORÉE, le JAPON, la NORVÈGE, les ÉTATS-UNIS, la FINLANDE, le ROYAUME-UNI, le CANADA, la SUÈDE, l'AFRIQUE DU SUD, la NOUVELLE-ZÉLANDE et le CHILI ont fait des



annonces, l'UE déclarant qu'elle avait contribué à l'IPBES dans le passé, et qu'elle aimerait y contribuer à nouveau lorsqu'elle sera membre de la Plate-forme.

À la plénière du soir, le président Oteng-Yeboah a annoncé que le groupe informel à composition non limitée chargé du budget serait transformé en groupe de contact, afin de poursuivre ses discussions samedi.

NOMINATION ET SÉLECTION DES MEMBRES DU GEM

À la plénière du matin, les cinq régions des Nations Unies ont présenté leurs candidats définitifs au GEM, et l'ensemble des 25 candidats a par la suite été élu (voir <http://www.ipbes.net/plenary/current-mep-members.html>).

La Malaisie, au nom de l'ASIE-PACIFIQUE, a expliqué que la région a adopté un système d'alternance, trois membres du GEM changeant après la première année de la période initiale de deux ans. La NORVÈGE s'est déclarée déçue par la sous-représentation des femmes et des spécialistes en sciences sociales au sein du GEM, exprimant l'espoir que ce processus électoral fournisse des enseignements pour l'avenir. Le CANADA, soutenu par la GRENADE, a proposé d'impliquer les candidats n'ayant pas été élus dans les travaux de l'IPBES.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR RÉGISSANT LE FONCTIONNEMENT DE LA PLÉNIÈRE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR: Le matin, Robert Watson (Royaume-Uni), coprésident du groupe de contact chargé du règlement intérieur, a informé la plénière que le groupe de contact donnait la priorité aux décisions nécessaires au fonctionnement de l'IPBES pendant la période intersessions et l'IPBES 2, et que bien que des progrès aient été accomplis sur plusieurs questions, le débat se poursuivait quant à la nécessité d'un consensus concernant l'admission des observateurs. Il a signalé que cela pourrait avoir des implications pour l'IPBES 2.

Le matin et l'après-midi, le groupe de contact a examiné le projet de politique et procédures régissant l'admission des observateurs (IPBES/1/4). Les délégués ont convenu de procédures pour l'admission des États qui ne sont pas membres de l'IPBES. Aucun accord n'a été trouvé concernant les procédures d'admission des observateurs s'étant vu octroyé le statut d'observateur provisoire par le Bureau, mais faisant face à un rejet possible par la plénière. Dans ce contexte, certains délégués ont préféré le consensus de la plénière, et d'autres une procédure de vote si un éventuel rejet devait se présenter. Aucun consensus n'a été atteint au cours des sessions du matin ou de l'après-midi. Les délégués ont examiné la manière dont ce résultat pourrait influencer l'admission des observateurs aux réunions de l'IPBES à venir, le coprésident Leonel Sierralta Jara (Chili) indiquant qu'à mesure que l'IPBES se développe, des observateurs plus nombreux se porteront candidats. Plusieurs parties ont proposé que la plénière décide de remettre cette question à l'IPBES 2. Le coprésident Watson a proposé, et les délégués ont convenu, d'inviter le conseiller juridique du PNUE à examiner la terminologie utilisée à Panama concernant l'admission des observateurs et de consulter sur cette question le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies, à New York, aux États-Unis.

Concernant le règlement intérieur régissant les réunions de la plénière (IPBES/1/3), les délégués ont examiné les procédures de révision et de modification de l'ordre du jour. Ils ont convenu que les membres devraient recevoir l'ordre du jour en avance, et faire parvenir les éventuelles révisions au secrétariat. Au sujet des processus de prise de décision, il a été fait référence au texte du GIEC concernant l'acceptation, l'adaptation et l'approbation des documents. Concernant les candidats au GEM, les délégués ont débattu du fait que ce sont les membres de l'IPBES qui proposent leurs candidats, en consultation avec les organisations observatrices comme bon leur semble. Les délégués ont également examiné la nécessité d'équilibrer flexibilité et encadrement, en permettant par exemple au GEM d'élaborer sa propre structure régionale, tout en fournissant des critères favorisant une représentation équilibrée des sexes et un accent sur la multidisciplinarité.

L'après-midi, le coprésident Watson a fait état de ces discussions à la plénière. La CHINE a considéré l'absence de consensus sur l'admission des observateurs au sein du groupe de contact, proposant un arrangement provisoire pour l'IPBES

2 afin d'accueillir les nouveaux observateurs. Le président de la session Oteng-Yeboah a annoncé que le Bureau réfléchirait à cette proposition.

PROGRAMME DE TRAVAIL INITIAL DE L'IPBES

Zakri Abdul Hamid (Malaisie), coprésident du groupe de contact chargé du programme de travail initial, a fait rapport à la plénière du matin, déclarant que le groupe avait accompli des "progrès considérables" sur de nombreux points, notamment le cadre conceptuel et les systèmes de connaissance.

Le groupe a repris ses travaux dans la matinée. Concernant le processus de définition, les délégués ont examiné la nécessité pour le GEM de consulter ou non le Bureau au sujet du projet de processus de définition qu'il doit préparer au cours de la période intersessions, avant de formuler des recommandations à l'IPBES 2. À l'issue d'un débat, les délégués ont convenu que cela ne serait pas nécessaire, laissant la question à l'appréciation du président du GEM. Ils ont également convenu que le projet de document du GEM sur le processus de définition, ainsi que son projet de document sur les procédures relatives aux rapports et produits attendus, seraient soumis à l'IPBES 2 pour "examen," plutôt que pour "adoption."

L'après-midi, examinant les possibilités de structure régionale et de composition du GEM dans l'avenir, les délégués ont convenu d'inclure un nouvel énoncé invitant le secrétariat à saluer les candidats au GEM provisoire pour leur candidature, et invitant le Bureau et le secrétariat à inclure ces candidats à une liste d'experts pour s'assurer que leurs compétences sont à disposition pour les travaux futurs de l'IPBES.

Les délégués ont également convenu d'inviter le Bureau à réexaminer la procédure administrative utilisée pour la sélection du GEM provisoire, de garantir une consultation et un équilibre effectifs, et d'inviter le GEM actuel à fournir des informations sur les compétences requises pour un futur GEM.

Concernant le programme de travail pour la période 2014-2018, les délégués ont convenu d'un texte invitant le Bureau à collaborer avec le GEM pour élaborer le programme de travail avec des objectifs, des produits attendus, des mesures et des jalons séquencés et hiérarchisés afin de mettre en œuvre les quatre fonctions de l'IPBES. Ils ont débattu de l'éventualité de tenir particulièrement compte des demandes émanant des AME et se sont arrêtés sur "tenir compte des demandes des AME relatives à la biodiversité".

Concernant la procédure de réception et de hiérarchisation des demandes adressées à la Plate-forme, les délégués ont examiné les demandes d'informations soumises avant l'IPBES 1. Ils ont convenu d'inviter le secrétariat à contacter les auteurs de demandes incomplètes pour leur demander de fournir des informations supplémentaires.

L'après-midi, le coprésident Zakri a informé la plénière que le groupe de contact avait achevé ses travaux.

DANS LES COULOIRS

Vendredi, malgré les incertitudes subsistant au sujet de la présidence de la Plate-forme, les délégués ont célébré l'élection des membres du GEM après une semaine de consultation régionale et de compromis. Les réactions dans les couloirs et les média sociaux mettaient en exergue la sous-représentation des femmes et des spécialistes en sciences sociales au sein du GEM. Toutefois, le groupe de contact chargé du programme de travail initial a saisi l'occasion de reformuler le texte: les délégués ont ajouté un énoncé garantissant que les futures structure régionale et composition du GEM résulteront de consultations régionales approfondies et d'un véritable équilibre entre les sciences naturelles et les sciences sociales.

En attendant, les intervenants se sont sentis délaissés par l'IPBES. Certains ont déclaré que bien que la plate-forme ait semblé reconnaître la valeur potentielle de leurs contributions, leur participation a été minimisée à cette réunion. Un représentant a indiqué que leurs espoirs reposent sur la stratégie pour la participation des intervenants. D'autre part, l'incapacité à résoudre la question de l'admission des observateurs en a amené certains à se demander si "les observateurs devraient se mettre en grève".

COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT: Le compte-rendu et l'analyse de l'IPBES 1 du Bulletin des négociations de la Terre seront disponibles jeudi 29 janvier 2013, à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/ipbes/ipbes1/>